



FURTWÄNGLER

Les années de silence (1945-1947)

Roger Smithson

-1997-

Aucun des biographes de Furtwängler ne rend compte de manière totalement satisfaisante de la période comprise entre la fin de la guerre et son retour au podium, environ deux ans après, en avril 1947. Il y a cependant un consensus sur le fait qu'il a été victime d'une espèce de conspiration de la part des puissances d'occupation alliées pour l'empêcher de reprendre sa carrière - la position la plus extrême étant prise par Sam Shirakawa dans «The Devil's Music Master». Ronald Harwood reflète également cette théorie dans sa pièce «Taking sides», construite sur une confrontation fictive entre Furtwängler et un enquêteur américain, convaincu qu'il était réellement nazi. Mais que s'est-il réellement passé ? Alors qu'aucun livre ne donne une image complète, une revue des textes les plus fiables permet de reconstituer l'histoire et de la placer dans son contexte historique. Je vais montrer qu'à cette lumière beaucoup du mystère disparaît - et avec lui la conspiration des Alliés.

Je donne la liste des sources à la fin de cet article. Je suis aussi redevable à George Clare d'informations supplémentaires; mais toute erreur est de ma responsabilité.

Il est inutile de rappeler qu'en 1945 l'Allemagne était en plein chaos; les villes étaient en ruines, l'économie s'était effondrée; voyager ou communiquer était pratiquement impossible; presque toute l'énergie de la population était absorbée par la survie. Les Alliés, déjà en pleine dérive vers la Guerre froide, divisaient l'Allemagne et l'Autriche en zones d'occupation américaines, anglaises, françaises et russes; ils essayaient de développer une politique de *régénération* de l'Allemagne et d'élimination du nazisme comme force politique. Il n'y avait aucun précédent à la

Pendant ce temps les musiciens continuaient à jouer parmi les décombres; des auditeurs se réunissaient pour les entendre. Les quatre Puissances avaient des idées divergentes sur l'urgence d'une régénération culturelle - les soviétiques lui donnant la priorité, pour des raisons politiques. Mais l'importance

dénazification et les résultats en furent complexes et controversés. Les premières mesures impliquaient souvent d'ôter leur emploi aux anciens membres du Parti - mais chacun savait que, dans beaucoup de domaines, l'adhésion avait été une condition d'embauche. On prit conscience qu'il fallait opérer une sélection. Ainsi, pour beaucoup de professions, un système de permis fut introduit : pour tous ceux qui souhaitaient y travailler il fallait enquêter sur leurs activités et leurs relations pendant les années nazies, pour qu'on puisse tirer une conclusion sur leurs réelles positions politiques.

sociale de la musique n'était pas mise en doute. Dans une certaine mesure cela entraînait manifestement en conflit avec la dénazification. Les chefs et solistes étaient soumis au système de permis; mais, dans les documents des Alliés, l'application de cette politique aux musiciens n'apparaît qu'en note de bas de page; c'était le cadet

des soucis des occupants. La plupart des chefs d'orchestre ayant des postes à la fin de la guerre les conservèrent et continuèrent à travailler avec leurs orchestres. Pour ceux qu'il fallait dénazifier la procédure fut généralement rapide et peu d'entre eux furent réduits au silence.

La position de Furtwängler en 1945 le mettait en position désavantageuse. Il était exilé en Suisse sans revenus et sans accès à ses économies; il vivait comme invité (*et non comme patient, comme on l'a suggéré*) du Docteur Paul Niehans dans sa clinique de Clarens. Aller à Berlin ou Vienne lui était pratiquement impossible et il semble n'avoir eu aucune communication avec ses orchestres, ni la moindre idée sur la manière de reprendre son travail. Selon Gillis il écrivit en juin 1945 à la légation américaine de Berne un compte-rendu de ses actes contre le régime nazi (*il prit probablement contact avec les américains parce que la Philharmonie était dans leur secteur à Berlin et relevait de leurs permis*). Deux mois après, un officiel de la légation répondit :

« Je reviens de Francfort où s'est tenue une réunion organisée par les autorités compétentes de la zone d'occupation américaine. Le «Information Control Division» ne voit pas d'objections à ce que vous retourniez en Allemagne, où vous auriez à vous occuper de votre avenir. En d'autres termes, l'ICD envisage que vous vous engagiez dans les activités de votre domaine; vous auriez à lui demander un permis. En ce qui concerne l'ICD, elle n'est pas actuellement intéressée à utiliser vos services».

On peut noter ici que Furtwängler a attendu quelques semaines avant de prendre contact avec les autorités d'occupation au sujet de son retour à l'activité - et que la réponse de l'ICD, pas excessivement tardive compte tenu des circonstances, était raisonnablement secourable; elle ne suggère certainement pas que les autorités américaines avaient prémédité de punir Furtwängler, comme Prieberg et Shirakawa l'ont suggéré.

Si on en juge par les biographies Furtwängler n'entreprit rien de plus pour retourner au travail jusqu'à la fin de 1945. Les raisons sont encore l'objet de discussions. Il était épuisé par son combat inégal contre les nazis et démoralisé par la controverse politique et la présentation erronée qu'on faisait de son cas. Plus heureusement, il se trouvait réuni avec sa femme et tout son jeune fils et saisit l'occasion de passer du temps avec eux. Il a sans doute attendu que les régisseurs des orchestres Philharmoniques de Berlin et de Vienne prennent contact avec lui. Les événements ultérieurs ont

montré qu'il aurait eu besoin de conseils au sujet de son retour à l'activité - et qu'il n'en reçut aucun à cette époque. Mais le point le plus important est peut-être qu'il était complètement engagé dans la composition. Pendant ces quelques mois il termina sa seconde symphonie et commença la troisième. Il considérait toujours que composer était sa vraie vocation et cela peut avoir fait passer la reprise de sa carrière à l'arrière-plan de ses préoccupations, tout au moins pendant quelque temps.

Vers la fin de 1945 les trois alliés occidentaux publièrent un texte de musiciens et d'autres personnalités de la culture empêchés de travailler pendant la dénazification. Je n'ai pas réussi à identifier ce document, mais il est sorti au moment d'un durcissement général de la politique d'emploi concernant les anciens membres du Parti et ceux qui le soutenaient. Furtwängler s'y trouvait parce qu'il avait été fait Conseiller de l'Etat prussien (Staatsrat). Nous savons maintenant que Goebbels l'avait nommé sans le consulter ni lui laisser le droit de refuser, mais les officiels qui ont établi cette liste ne le savaient certainement pas; de toute façon, ce n'était pas à eux d'en juger.

Il est compréhensible que Furtwängler ait été amer au sujet de cette exclusion et de ce qu'il voyait de l'attitude des gouvernements alliés sur son cas. Gillis cite une lettre du 12 décembre 1945 à André Schulhof, organisateur de concerts à New-York

« Le problème ne peut être compris qu'en termes politiques. La question n'est pas de disposer de charges contre moi - il n'y en a pas - mais (...) j'ai été une personnalité représentative pour l'Allemagne bien avant le nazisme et je le suis resté, même sous leur domination. Les Alliés ne veulent pas de ce genre de personnage en Allemagne maintenant, je pense que cette politique est psychologiquement tout à fait erronée : elle est dirigée contre ceux avec qui les Alliés devraient coopérer. Dans mon cas personnel cela pourrait entraîner une retraite forcée pendant plusieurs années. En ce moment je ne vois qu'une possibilité : informer le public en Amérique, qui - grâce à Dieu - est encore une démocratie».

Ainsi Furtwängler considérait son problème comme reposant essentiellement sur la présentation des faits au public. Il semblait connaître fort peu le dispositif administratif de la dénazification ; d'ailleurs il était par tempérament peu apte à traiter avec n'importe quelle sorte de bureaucratie. Sa réflexion était aussi compliquée par sa vision de lui-même comme symbole de la culture allemande; son exil n'était pas seulement une déconvenue personnelle mais aussi un élément d'un désastre de plus grande portée où la civilisation qu'il révérait -

son «Allemagne réelle - serait rejetée à cause de sa contamination par le nazisme.

Dans la même lettre Furtwängler écrivait que son cas avait été soumis à Eisenhower, qui avait d'abord décidé de le réhabiliter mais avait ensuite changé d'avis. Ici encore il nous faut être prudent. Eisenhower n'était pas impliqué directement dans la dénazification de la sphère culturelle; en l'absence de preuve du contraire je pense qu'il savait probablement peu de choses sur le cas de Furtwängler.

Au début de 1946 Furtwängler partit pour Vienne en réponse à une invitation à y diriger - chose significative, pas à son initiative. Pour une raison inconnue il passa une nuit en détention à Innsbruck, dans la zone d'occupation française, du 6 au 7 février, on se demande qui était le plus troublé, le chef d'orchestre ou ses geoliers. (*Ses carnets montrent qu'il saisit cette occasion pour écrire un essai sur «la Musique symphonique»*). Pour travailler en Autriche il lui fallait d'abord être dénazifié selon les dispositions en vigueur là-bas - qui venaient d'être confiées par les Alliés au gouvernement autrichien. A Vienne un tribunal examina dûment son dossier et conclut, le 9 mars, qu'il était libre de travailler. Le gouvernement lui offrit la nationalité autrichienne, mais il sentit que ce serait inapproprié pour une «personnalité représentative» de l'Allemagne. Il désirait maintenant rentrer à Berlin.

Peu après son arrivée à Vienne il rencontra Curt Riess ; sa destinée aurait pu alors prendre un tournant favorable. Que ce ne fut pas le cas montre dans quelle mesure il a été l'artisan d'au moins une partie de ses mésaventures.

Curt Riess était un juif allemand émigré par le nazisme; il prit la nationalité américaine mais s'installa ultérieurement en Suisse, pour travailler comme correspondant de journaux américains. Furtwängler ne le connaissait pas, mais Riess, croyant que c'était un collaborateur des nazis s'était opposé à ce qu'il conduise en Suisse à la fin de la guerre. Furtwängler demanda à le rencontrer dans l'espoir d'obtenir une couverture de presse pour sa présentation des faits. Riess prit la pile de documents avec un peu de réticence, mais passa la nuit assis, à les lire. «Quand j'eus terminé, écrit-il, il n'y avait plus besoin que Furtwängler dise rien de plus et je n'avais plus besoin d'autres documents».

Le lendemain matin, Furtwängler expliqua que, à son point de vue, la publication de la vérité assurerait sa réhabilitation. Riess, devenu de fait le

conseiller de Furtwängler pour la dénazification, sentit la nécessité d'un traitement plus ciblé. Comme journaliste il pouvait voyager plus facilement; il emporta la documentation de Furtwängler à Berlin et confia son cas au général Robert Mc Clure, le doyen des officiels américains chargés des affaires culturelles. Après un délai de quelques jours pour traduire les documents, Mc Clure les lut et parvint aux mêmes conclusions que Riess. Il entreprit de faire lever l'interdiction aussi vite que possible - il pensait que cela prendrait quelques semaines. Mais il demanda que, pendant ce temps, Furtwängler retourne en Suisse et évite toute publicité faisant croire que les Alliés agissaient sous des pressions. Riess écrivit à Furtwängler à Vienne pour qu'il se range à cet avis, mais il était trop tard. Le 10 mars, lendemain de la dénazification autrichienne, Furtwängler rejoignait Berlin dans un avion militaire soviétique et y tint une conférence de presse.

Pour comprendre ce qui se passa ensuite il faut comprendre aussi la situation politique à Berlin et la complexité de la procédure de dénazification qui y était en oeuvre. Une des formes prises par la tension croissante entre l'Est et l'Ouest était la compétition culturelle. Les soviétiques désiraient montrer la supériorité artistique de leur zone et, s'ils avaient obtenu les services de Furtwängler, il aurait été une de leurs meilleures prises. Beaucoup de berlinois de tous bords politiques aspiraient au retour de Furtwängler ; aussi il ne manquait pas de signatures de non-communistes distingués au bas d'une lettre ouverte intitulée «Berlin appelle Wilhelm Furtwängler» dans l'édition du 16 février 1946 du Berliner Zeitung, publié dans la zone soviétique;

«Tous ceux d'entre nous qui désirent construire la nouvelle Allemagne démocratique dans l'esprit de l'Humanité ont besoin d'un symbole élevé de perfection artistique qui, pour nous Allemands, après la barbare régression du national-socialisme, est un appel à son de trompe à la connaissance de soi (...) Votre patrie vous supplie de revenir».

A son arrivée à Berlin, Furtwängler fut accueilli par des représentants de l'administration soviétique et de ses satellites allemands qui avaient organisé une conférence de presse pour assurer le maximum de publicité à leur coup. Quand les journalistes le questionnèrent sur sa position et ses intentions il maintint, certainement en toute sincérité, qu'il était à Berlin uniquement à titre privé. Après avoir compromis par son inconscience toute chance d'une tranquille réhabilitation, il alla réveiller Riess dans sa chambre d'hôtel et lui raconta ce qu'il

croyait être un coup de chance. Riess fut horrifié, mais il était trop tard pour sauver la situation. Mc Clure, exaspéré - on le comprend - n'avait pas d'autre choix que de confirmer l'interdiction et de recommander à Furtwängler de suivre la procédure normale de dénazification.

A ce moment-là seulement Furtwängler comprit que la dénazification autrichienne ne lui permettait pas de travailler en Allemagne. Plusieurs commentateurs, dont Gillis, ont allégué que les autorités d'occupation à Berlin avaient contredit la décision autrichienne pour des raisons politiques. La vérité est, plus prosaïquement, que l'Autriche, bien qu'encore sous contrôle allié, avait recouvré sa souveraineté; ses décisions de dénazification (*que les Alliés en Allemagne considéraient comme de simple formalités*) ne s'appliquaient qu'à l'intérieur de ses frontières. Les autorités soviétiques lui offrirent la direction du Staatsoper de Berlin, qui était dans leur secteur, mais Riess l'avertit que cela aurait pour effet d'exclure son retour à la Philharmonie de Berlin. Aussi Furtwängler se soumit-il à la dénazification; et il retourna en Suisse.

La Commandature quadripartite alliée qui administrait Berlin comprenait un comité d'affaires culturelles. Celui-ci comprenait, à son tour, un sous-comité de dénazification chargé de les informer sur les affaires et sur la procédure suivie. Le bureau de ce sous-comité était Schlütterstrasse, dans le secteur britannique, et son secrétariat était assuré par le «Intelligence Section of British Information Services Control» (ISC). Il avait à établir la liste des 250 000 membres (*ou assimilés*) de la Reichskulturkammer et supervisait un Spruchkammer (tribunal) des ressortissants allemands, installé dans le même bâtiment. Les membres du Parti ou du Kulturkammer devaient comparaître devant lui pour obtenir les permis de travail. Les décisions du Spruchkammer étaient soumises à la ratification des Alliés mais étaient en pratique rarement renversées. Il comportait une équipe de 22 membres, tous allemands. Toute l'organisation reposait sur une directive des quatre puissances concernant «la révocation de leurs positions de responsabilité des nazis et des personnes hostiles aux résolutions des Alliés».

En mars 1946 le sous-comité de dénazification eut un nouveau secrétaire, sergent de l'armée britannique, George Clare, né Georg Klaar - un juif viennois qui s'enfuit d'Allemagne en 1938 à l'âge de 17 ans et dont les parents furent tués dans l'Holocauste. Son premier travail fut la mise à jour du dossier concernant Furtwängler; son chef, le

Major Sely - lui aussi un émigré - lui donna environ quatre semaines pour cette tâche, en insistant sur son importance. Ce traitement en urgence suggère que, à ce stade, le cas de Furtwängler devait être entendu rapidement. Selon son récit Clare ne se sent pas impliqué dans une affaire réglée d'avance:

«Quand j'eus fini mon travail, le dossier étant prêt, je m'assis et regardai longuement le classeur refermé. Le Spruchhammer aurait à donner son verdict, mais sur quoi ? Pouvait-on vivre dans une totale dictature en restant sans tâche ? Passer des compromis avec le mal pour éviter le pire ; cette justification que j'ai eu souvent l'occasion d'entendre est toujours vaine. Mais savoir cela après les faits était aussi facile qu'il est difficile - sauf dans très peu de cas - de reconnaître la malignité dès le début».

Clare donne un récit détaillé de la réunion d'avril du sous-comité, ou l'application à Furtwängler de la dénazification fut discutée. Les représentants des quatre puissances savaient tous que Furtwängler n'avait jamais été nazi et que la position de Conseiller de l'Etat prussien était sans signification; ils souhaitaient tous sa réhabilitation. Mais il y avait une divergence d'opinion aiguë sur les principes mis en jeu. Le représentant soviétique, Arsenyi Gouliga, faisait valoir que cette cause devait être entendue rapidement. «Il est ridicule d'exiger du plus grand chef d'orchestre du monde qu'il fasse la queue comme n'importe qui. Toute cette histoire est, de toute façon, bien inutile». Les trois autres puissances étaient d'avis que Furtwängler devait être traité sur les mêmes bases que n'importe qui d'autre. A la fin, ce point de vue prévalut, puisque la procédure de dénazification exigeait que l'affaire passe devant le Spruchkammer; or son président avait dit à Sely que ce n'était pas envisageable avant plusieurs mois. Là était le prochain obstacle.

En fait Furtwängler dût attendre six mois avant l'audition de son affaire. Plusieurs commentateurs y ont vu de la malveillance de la part des puissances occupantes - plus particulièrement des américains; Shirakawa y voit une conspiration préméditée:

«Le procès de Furtwängler se devait d'être une mise au bûcher (...) Les officiels américains s'efforçaient de bâtir une accusation légitime contre lui, dont ils pourraient transmettre les éléments à ses pairs allemands - qui auraient à le juger (...) Les Américains, qui supervisaient ce procès, souhaitaient tout simplement le reporter parce que le procès des criminels de guerre à Nuremberg battait son plein, du 20 novembre 1945 au 6 septembre 1946, et que rien ne devait détourner l'attention de cet événement. Le public du monde entier serait prêt pour le procès de la bande des leaders hitlériens en décembre. (Cela permettrait à la condamnation attendue de

recueillir de la part des média la qualité d'attention que les Américains pensaient certainement requise».

J'ai demandé à George Clare de commenter ces propos. Il fut bref mais me convainquit sans le moindre doute qu'il les trouvait absurdes. Les faits publiés lui donnent raison. Le retard est intervenu après que les Alliés ont transmis le cas de Furtwängler au Spruchkammer. Les Américains n'ont pas supervisé le procès: ils n'y ont pris aucune part. Personne ne s'attendait à ce que Furtwängler soit condamné. Le pire qui pouvait arriver aurait été qu'on lui refuse la permission de diriger à Berlin - mais chacun s'attendait à ce qu'il soit innocenté. Et l'activité d'un obscur tribunal n'était pas au cœur des préoccupations des média - orchestrées ou non. Bien que le sous-comité de dénazification n'ait pas exercé de contrôle sur le calendrier du Spruchkammer, on a des raisons de penser qu'ils persuadèrent ce tribunal d'avancer le procès plutôt que de le retarder. En novembre 1946 Riess questionna l'officier américain responsable de la dénazification des musiciens: «Quand a lieu le procès de Furtwängler ?». Il répondit: «Nous ne savons pas ; cela peut prendre quelque temps, peut-être six mois ou un an». Riess répondit qu'il ne pouvait demander à Furtwängler d'attendre plus longtemps et qu'il lui conseillerait d'accepter toute offre de poste, même venant des soviétiques. Deux jours après, l'officier américain (*probablement l'homologue de Sely, Ralph Brown*) l'informa qu'une date avait été fixée pour le procès. Shirakawa, relatant cet échange, omet ces mots de l'américain «*Nous ne savons pas*», qui reflètent la réalité de la relation décrite par Clare entre le Spruchkammer et le sous-comité.

Ce n'était pas seulement l'indépendance constitutionnelle du Spruchkammer qui conduisait le sous-comité à intervenir par la persuasion. L'autonomie du tribunal était défendue par son secrétaire et juge principal, un avocat nommé Wolfgang Schmidt. Avec Alex Vogel, le président du Spruchkammer, Schmidt avait dirigé un mouvement anti-nazi à Berlin pendant la guerre ; son courage et ses principes étaient indiscutables. Mais Clare le trouvait désagréablement proche de Goebbels, à la fois dans son apparence et - plus significativement - dans sa capacité à haïr avec une intensité fanatique. Parfois, ses interrogatoires ressemblaient - selon Clare - trop à ceux de la Gestapo. Clare décrit de manière vivante la domination de Schmidt sur le Spruchkammer et sa résistance acharnée à toute forme d'immixtion dans leurs délibérations. Quand les soviétiques

autorisèrent unilatéralement l'auteur et metteur en scène Gustav Gründgens à jouer dans leur secteur,

«Schmidt, enfonçant toutes les portes sur son passage, se rua comme un taureau furieux dans le bureau de Sely, exigeant que les puissances occidentales protestent auprès des soviétiques contre l'usurpation des prérogatives du Spruchkammer dans le domaine culturel».

Au vu du texte de Clare, toute théorie présentant le Spruchkammer comme une marionnette des américains est manifestement indéfendable.

Clare pense que le long délai pour l'audition de Furtwängler était principalement dû à la masse de cas qui s'était accumulée depuis la fin de la guerre ; mais un autre facteur peut avoir été le besoin de réunir un ensemble cohérent de faits. Quand le cas de Furtwängler fut examiné par le sous-comité, le seul point substantiel était sa nomination (involontaire) au poste de Conseiller, bien que se posât la question plus vaste de savoir s'il avait soutenu le nazisme en dirigeant en Allemagne. Le Spruchkammer l'accusa sur ces deux points mais aussi sur deux autres plus spécifiques : d'avoir dirigé à deux reprises lors de cérémonies du parti nazi et d'avoir fait une remarque antisémite contre Victor De Sabata. La première de ces accusations supplémentaires demandait peu de recherches car les faits étaient bien connus. En revanche, l'allégation d'une injure faite à De Sabata devait être le résultat d'une recherche policière fouillée. Vogel ouvrit la séance en déclarant

«Les investigations ont montré que Furtwängler n'a été membre d'aucune organisation nazie, qu'il a essayé d'aider les gens persécutés à cause de leur race et qu'il a aussi évité (...) les formalités telles que le salut à Hitler».

Ainsi il y a eu des investigations et leur résultat a été le plus souvent en faveur de Furtwängler. Je soupçonne Schmidt d'avoir donné des instructions à l'équipe du Spruchkammer pour rechercher des éléments à charge et que l'incident concernant De Sabata était ce qu'ils avaient trouvé de mieux. Cela est confirmé par le refus de Schmidt d'admettre sa défaite, même quand cette accusation s'effondra. Le témoin, Hans von Benda (*un ancien membre du Parti*), changea son témoignage au cours de l'interrogatoire et nia que Furtwängler ait été antisémite, parlant finalement en sa faveur. Schmidt en fut bientôt réduit à dire des absurdités: «*Il est possible que, sans être antisémite, vous n'en pensiez pas moins que certaines choses ne devraient pas être exécutées par des juifs*». «*C'est ridicule*» répondit le chef d'orchestre.

Il était manifestement inéquitable de la part du Spruchkammer de seulement prendre en considération cette allégation. Le monde venait seulement de prendre connaissance de l'Holocauste, une atrocité sans précédent dans l'histoire. Cependant du temps et des efforts étaient gâchés pour essayer de montrer qu'un individu sans antécédents de préjugés raciaux avait, juste une fois dans sa vie, fait une remarque pouvant être considérée comme sectaire. Une étude détaillée des travaux du Spruchkammer sortirait du propos de cet article, mais l'ensemble des débats a été marqué par un mélange de confusion et d'absence de sens des réalités. Clare était absent de Berlin à cette époque, mais son patron, Sely, n'en garda pas bonne impression:

«Ce fut le cirque plus que jamais (...) Le résultat était, bien sûr, connu d'avance, même si notre gaillard s'est comporté comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Son arrogance, cette impériale condescendance avec laquelle il traitait le Spruchkammer les ont mis en colère (...) Vogel a essayé de coller à Furtwängler la responsabilité de la mort du journaliste van der Nüll - une absurdité. Des questions bien plus importantes étaient en jeu, mais à cause du remue-ménage fait par Vogel sur ce gratte-papier, ils ne les abordèrent jamais».

De nouveau cela suggère difficilement que les Alliés s'acharnaient à tenir Furtwängler éloigné du podium.

Le Spruchkammer annonça l'acquiescement de Furtwängler à la fin du second jour d'audience, le 17 décembre 1946. La procédure normale consistait à ce qu'ils transmettent immédiatement leur décision à la Commandature alliée pour ratification, mais ils ne le firent pas avant plusieurs mois. La raison officielle était qu'il y avait plusieurs cas à traiter avant celui de Furtwängler et qu'ils manquaient de papier pour taper à la machine les comptes-rendus des affaires. Mais, bien que ces raisons ne soient pas en elles-mêmes invraisemblables, les sympathisants de Furtwängler qui ont enquêté ont trouvé que l'équipe du Spruchkammer avait été indiscutablement hostile. Plusieurs livres brouillent les responsabilités quant à ce nouveau retard en impliquant que la Commandature était en faute; mais Riess montre clairement que la décision ne leur avait pas été transmise. Finalement Furtwängler accepta un engagement en Italie, hors de la juridiction alliée, en avril 1947. La Commandature se serait ridiculisée si Furtwängler avait été encore interdit de diriger en Allemagne au moment où ces concerts avaient lieu. Personne ne sait exactement ce qui s'est passé, mais la seule explication plausible

est que la Commandature suggéra au Spruchkammer de transmettre son rapport. Aussitôt présentée la décision fut ratifiée. Furtwängler dirigea quatre concerts en Italie et apparut avec le Berliner Philharmoniker le 25 mai, pour la première fois depuis presque deux ans et demi.

Avant de résumer l'affaire, quelques incidents mentionnés par Shirakawa méritent d'être commentés. Tout d'abord il écrit que quand Furtwängler sut la date de son audience il alla à Wiesbaden *«pour discuter et préparer son affaire avec les autorités d'occupation américaines»*. Shirakawa cite Elisabeth Furtwängler :

«Certains des Américains chargés de l'assister pour son procès - à distinguer de ceux qui étaient chargés de bâtir une accusation contre lui - ont été très secourables. Plusieurs membres de l'équipe américaine étaient au courant de son dossier et désiraient l'aider».

Aucune autre biographie ne mentionne cette rencontre à Wiesbaden - mais, si elle a eu lieu, elle donne plutôt des arguments contre la thèse de Shirakawa d'une conspiration de l'ensemble des Américains. Les officiels concernés semblent avoir considérablement assoupli les règlements en faveur de Furtwängler.

Shirakawa mentionne aussi une note de presse rapportant la démission d'un membre du Spruchkammer, Karl Fischer-Walden, juste avant les auditions

«Le 10 décembre Fischer-Walden soutint que la commission avait été convoquée pour une discussion préliminaire dont l'objectif était d'influencer unilatéralement la commission. Il est habituel de donner aux membres de la commission quelques jours avant les auditions pour examiner les dossiers. Dans le cas de Furtwängler on s'est (apparemment) départi de cet usage».

Shirakawa et Prieberg l'ont pris comme une preuve de l'interférence des Alliés, mais la presse ne dit pas qui a convoqué cette réunion. D'après ce que nous avons vu précédemment, le seul candidat plausible est Schmidt.

Ainsi, pour conclure :

* Il n'y a aucune preuve directe ou indirecte d'une conspiration des Américains ou des Alliés pour empêcher Furtwängler de reprendre son travail après la guerre. Toutes les interventions connues d'officiels américains essayaient d'aider Furtwängler et non de lui faire obstacle.

* Les dix premiers mois de ces années de silence, de mai 1945 à mars 1946, peuvent être mis sur le compte de son manque d'aspiration à obtenir un permis de travail. Ceci peut s'expliquer par des caractéristiques personnelles, en particulier son absence bien connue de tempérament carriériste et l'absence de conseils pertinents.

* La candeur de Furtwängler se croyant totalement réhabilité en mars 1946 et se laissant apparaître comme un protégé des soviétiques l'ont amené à être soumis à la dénazification à Berlin - ce qui, autrement, lui aurait été épargné.

* Le long délai entre l'ouverture du procès de dénazification et les audiences (*mars à décembre 1946*) s'explique par l'encombrement dû aux autres affaires et la nécessité de rassembler des faits pour l'audience.

* Le traitement hostile par le Spruchkammer était dû à la personnalité et aux idées politiques de Wolfgang Schmidt.

* Le Spruchkammer éloigna Furtwängler de son travail pendant quatre mois supplémentaires (*décembre 1946 à mars 1947*) à cause de son refus de soumettre pour ratification sa décision à la Commandature alliée. Il est probable que la Commandature mit fin à ce retard en insistant pour qu'on lui transmette la décision.

Finalement le retour de Furtwängler à la direction d'orchestre fut très largement le résultat de l'habileté et de l'obstination de Curt Riess. Les admirateurs de Furtwängler ont envers lui une grande dette.

Roger Smithson, 1997

Sur Furtwängler

- Daniel Gillis : Furtwängler and America (*Manyland Books, 1970*)
- Fred K. Prieberg : Trial of Strength (*Quartet Books, 1991*)
- Curt Riess : Wilhelm Furtwängler (*Frederick Muller, 1955*)
- Hans-Hubert Schönzeler : Furtwängler (*Duckworth, 1990*)
- Sam H. Shirakawa : The Devil's Music Master (*Oxford University Press, 1992*)
- Michael Tanner (*éditeur*) : Wilhelm Furtwängler Notebooks 1924-54 (*Quartet Books, 1995*)

Sur la dénazification.

Histoire contemporaine

- Michael Balfour et John Mair : Four-Power Control in Germany and Austria, 1945-46 (*Oxford University Press, 1956*)
- Tom Bower : Blind Eye to Murder (*Warner, 1997*)
- George Clare : Berlin Days 1946-47 (*Macmillan, 1989*)
- Raymond Ebsworth : Restoring Democracy in Germany (*Stevens & Sons, 1960*)
- Erich Kuby : The Russians and Berlin 1945 (*Heinemann, 1968*)